

Questions orales

canadienne au Moyen-Orient ou dans la région du Golfe?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le gouvernement a lancé un débat sur cette question dans cette enceinte, à la reprise des travaux. Même si la Chambre n'a pas à se prononcer sur cette question sur le plan juridique, il serait certainement utile pour le gouvernement qu'elle le fasse, car le Canada aurait alors une plus grande marge de manoeuvre. Si je ne m'abuse, les partis d'opposition hésitent à permettre la tenue d'un vote sur cette question, et je le déplore, car je crois que cela serait utile. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Pardonnez-moi, monsieur le Président. C'est là une question importante. . .

M. Riis: Où avez-vous pris cette idée?

Une voix: Vous n'êtes pas au Sénat maintenant, Nelson.

M. Clark (Yellowhead): Il se peut que ce ne soit pas les deux partis d'opposition. Ce n'est peut-être que le Nouveau Parti démocratique qui voit d'un mauvais oeil la tenue d'un vote sur cette question.

J'ai déjà signalé que le gouvernement fédéral entendait utiliser toutes les ressources à sa disposition, afin de parvenir à un règlement pacifique de la crise du Golfe et d'obtenir notamment le retrait des forces irakiennes du Koweït.

Naturellement, nous entendons consulter le plus possible le Parlement. Le député n'est pas sans savoir que les événements se bousculent parfois, et je lui ai déjà garanti que, si des consultations immédiates s'imposent face à un événement quelconque et si la Chambre ne siège pas à ce moment-là, je me mettrai en rapport avec lui et son homologue de l'opposition officielle pour m'assurer que les partis d'opposition sont avisés suffisamment à l'avance des mesures que le Canada envisage de prendre.

* * *

LE SÉNAT

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Jamais, dans l'histoire du parlementarisme canadien, autant de dirigeants d'entreprise pleins aux as ont-ils été aussi favorisés.

En témoignent la nomination au Sénat de M. Trevor Eaton, qui siège au sein du conseil de 26 entreprises, et celle de M. Claude Castonguay, qui est administrateur pour 16 sociétés. Récemment, quand les choses se sont envenimées à l'autre endroit au sujet de la TPS, la Banque de Montréal a tiré des ficelles et envoyé M. Allan MacEachen en mission de consultation à Bruxelles.

Comme le Sénat comprend un amalgame de sénateurs qui sont également administrateurs d'entreprises fort diverses, je voudrais que le premier ministre nous dise, compte tenu des nouvelles nominations conservatrices au Sénat, s'il tiendra la promesse qu'il a faite en 1985 au moment de l'affaire Sinclair Stevens, soit d'adopter des lois sur les conflits d'intérêts qui régiraient et le Sénat et la Chambre des communes.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député a souligné la nomination au Sénat de gens d'affaires prospères provenant du Parti conservateur et du Parti libéral, mais il a oublié de mentionner le député de Kamloops, membre du NPD, qui s'est illustré au Sénat vendredi dernier. . .

Une voix: Jeudi.

M. Mulroney: . . . jeudi ou vendredi dernier. Il était là, monsieur le Président, au Sénat. Le député de Kamloops a dit, si je ne m'abuse, qu'il appuyait fermement ce que faisaient les libéraux. Ce qui ne l'a pas empêché de soulever vendredi la question de privilège pour dénoncer les actes des libéraux.

Je lui souhaite donc la bienvenue. Vous nous avez manqué, Nelson. Ne nous quittez plus.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Sauvez-vous des sénateurs. Monsieur le Président, les personnes nommées récemment au Sénat sont des gens remarquables provenant de tous les coins du pays. On compte un chef autochtone de l'Alberta, une femme du Nouveau-Brunswick, etc. Ce sont des gens qui ont tous fort bien réussi. Même si la notion de réussite et de succès ne plaît guère au NPD, je vais continuer à nommer des gens prospères au Sénat à moins que le député ne me donne ses préférences.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Je tiens à ce que le premier ministre sache, monsieur le Président, que les Canadiens de tout le pays